

Envisager la place des habitants dans les projets d'urbanisme par la recherche - action : une opportunité pour (re)penser le processus global de conception et son enseignement

Jodelle Zetlaoui-Léger, professeure à l'ENSA Paris La Vilette, LET - Umr Cnrs LAVUE n°7218

Cette contribution vise à montrer comment des recherches et des recherches-actions menées sur et au sein même de la définition et de la mise en oeuvre d'opérations d'aménagement et de construction, m'ont conduite à requestionner la nature de l'activité de projet, ses modes d'exercice et les conditions de son enseignement. Elle s'appuiera sur trois types d'expériences qui se sont entrecroisées depuis vingt ans : celle d'enseignante-chercheuse à l'Institut d'Urbanisme de Paris pendant près de quinze ans¹, puis à l'ENSA Paris La Vilette depuis 2010 ; de praticienne comme urbaniste impliquée dans la programmation de projets participatifs ; d'expert pour des organismes institutionnels et des associations.

L'intérêt que j'ai pu porter, dès le début de ma carrière universitaire, au rapport entre recherche et action, s'explique par le contexte dans lequel s'inscrivent mes premiers travaux scientifiques. Ceux-ci concernent les pratiques des espaces universitaires en France, alors que se déploie le Plan Université 2000, plus vaste programme de construction engagé par l'État depuis 20 ans. À cette occasion, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, en partenariat avec le Plan Urbain et le Plan Construction et Architecture, avaient lancé conjointement plusieurs programmes de recherche et d'expérimentation ainsi qu'un Programme d'Architecture Nouvelle sur la thématique générale des liens à promouvoir entre «l'Université et la Ville». Les travaux des chercheurs devaient apporter des éléments de connaissance sur le fonctionnement des universités et les pratiques sociales de leurs usagers afin d'éclairer les décisions prises par les responsables politiques et opérationnels. Or tout au long de la conduite de ces différentes actions, on pouvait constater la faible interférence entre les travaux de recherches et les projets engagés.

Un ensemble de questions venait à l'esprit :

- quelle avait été finalement la portée des recherches menées depuis 30 ans sur les fondements de «l'habiter» et les processus d'appropriation dans la façon d'aborder les opérations d'aménagement et de construction ?
- comment expliquer le caractère répétitif des problèmes d'usages et d'appropriation que l'on pouvait constater d'un lieu à l'autre, dans des campus pourtant rénovés ?
- comment recherche et action auraient-elles pu davantage s'articuler ? Quels devaient être la position et le rôle du chercheur à cet égard ?

Différentes situations de «recherche par et sur le projet»

Les travaux de mon laboratoire de recherche à l'Institut d'Urbanisme de Paris, ainsi que mon rapprochement au début des années 90 avec l'équipe de Michel Conan au Centre Scientifique et Technique du Bâtiment qui travaillait à cette période sur l'aménagement des sites universitaires, vont me permettre de me constituer un cadre d'analyse mais aussi une perspective d'action pour tenter de répondre à ces interrogations en prenant pour objets les opérations d'équipements publics et les projets d'aménagement urbains. Je m'engage alors presque conjointement dans plusieurs types de travaux de recherche ayant chacun leurs propres finalités, mais qui vont constituer autant d'occasions de produire des connaissances sur les démarches de projet et la réception de leurs résultats

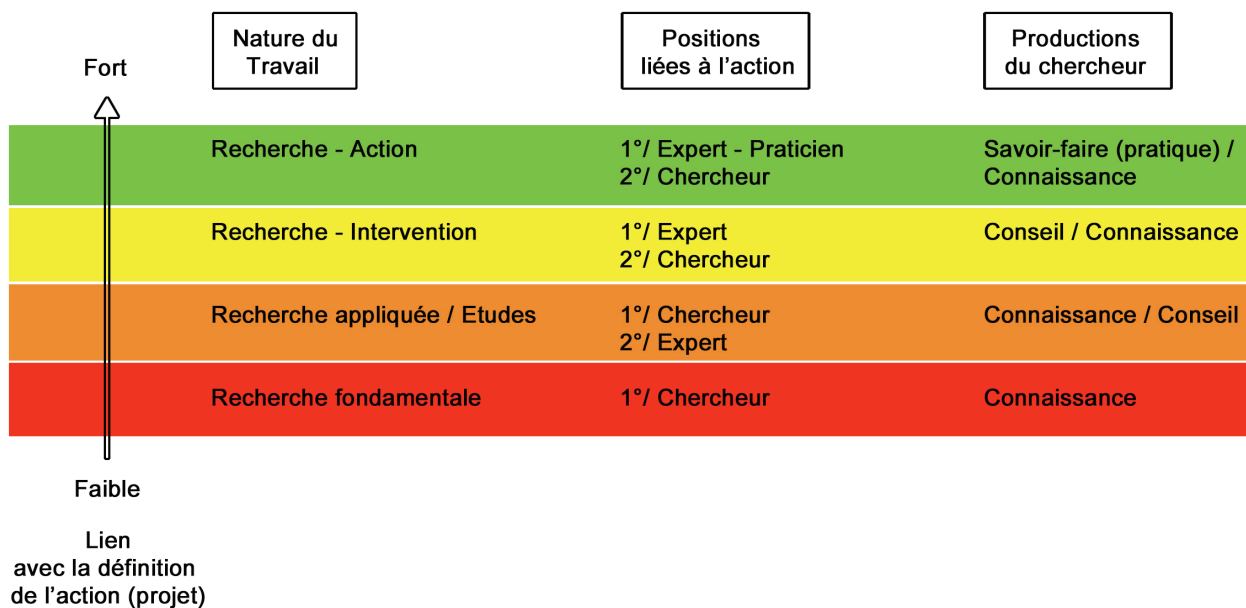


Fig.1. Quatre situations de recherche mises à l'épreuve. Les différents statuts du chercheur par rapport à "l'action"

par les différents acteurs, dont les habitants utilisateurs, usagers, des espaces aménagés. Ces travaux entretiennent 4 types de relation avec l'action, en l'occurrence, le projet architectural ou urbain.

Une partie d'entre eux relève de la «**recherche fondamentale**» dans le sens où ceux-ci ont pour visée immédiate, la production de connaissances. La posture du chercheur apparaît dans ce cas de figure relativement désengagée de l'objet, à ceci près que lorsque l'on s'intéresse à la production de l'urbain, il est difficile d'affirmer que l'on y est totalement extérieur.

D'autres correspondraient à de la «**recherche appliquée**», voire à des «**études**» du point de vue du commanditaire. Ils entretiennent des rapports plus directs avec l'action, mais de façon plus ou moins différée. Ils produisent de la connaissance mais ont pour finalité, pour ceux qui en sont commanditaires, la formulation de propositions d'accompagnement au changement.

Un troisième type s'apparente à des «**recherches-interventions**» donnant lieu à des situations «d'observation participante». Le chercheur est impliqué dans l'action, en l'occurrence un projet

d'aménagement, avec un double statut ; celui d'expert et d'acteur du système qu'il analyse. Le projet constitue un cadre expérimental dans lequel il teste des hypothèses mais sans pouvoir être totalement maître de l'organisation de l'action. Les autres acteurs connaissent son statut de chercheur. Mais ils le considèrent surtout comme un «expert» auprès duquel ils peuvent demander des éléments d'analyse et des suggestions pour mieux comprendre la situation et organiser leur action, sans se sentir obligés de les suivre. Le chercheur analyse les comportements, attitudes des différents protagonistes du projet, la façon dont ils mettent en œuvre et réagissent aux avis et conseils qu'il prodigue.

Un quatrième de type de travaux appartient au domaine des **recherches-actions** où le chercheur est plus directement en prise avec la transformation du cadre aménagé et bâti. Les travaux que j'ai ainsi menés prennent appui sur les cadres méthodologiques proposés par les sciences humaines et sociales (Liu, 1992). Les actions que

1- J'ai à cette occasion créé et dirigé un DESS devenu Parcours de Master en programmation architecturale et urbaine co-habilité avec l'ENSA Paris Malaquais de 2001 à 2010.

Envisager la place des habitants dans les projets d'urbanisme par la recherche - action : une opportunité pour (re)penser le processus global de conception et son enseignement

Jodelle Zetlaoui-Léger, professeure à l'ENSA Paris La Vilette, LET - Umr Cnrs LAVUE n°7218

j'ai entreprises à ce titre avec des collègues architectes et urbanistes ont été suscitées par des organisations qui désiraient s'engager dans des projets urbains ou d'équipements en y associant, bien plus significativement que par le passé, habitants, utilisateurs et usagers, mais qui étaient confrontées à des problèmes d'organisation. Par différentes modalités (recherches sur internet, réseaux institutionnels), ces structures nous ont contactés avec une demande de méthode de projet visant «la coproduction». Notre fonction d'assistants à maître d'ouvrage nous a alors conduits à jouer un rôle majeur dans l'organisation de ces processus de projet. En tant que chercheurs, elle supposait la mise en place d'une démarche de «participation observante» en procédant à sa propre «revue de projet.»

Ces trois dernières situations mettent en exergue les **différents statuts que le chercheur peut endosser dans ses travaux portant sur des processus de projet, selon qu'il participe ou non à cette action. Impliqué dans l'élaboration de celle-ci, il peut devenir expert voire également praticien.** Dans ce cas de figure, les commanditaires et les autres parties prenantes d'un projet lui demandent de tirer partie de ses connaissances, de sa lecture d'une situation pour les conseiller.

Ajoutons que dans le cadre des travaux que nous avons menés sur les démarches de projet urbain, notre statut de chercheurs était clairement sous-tendu **par un «engagement écocitoyen»** au nom d'un rapport de responsabilité civique à l'environnement». (Seguin, Tremblay, 2005). Cette posture a d'autant plus nécessité un travail de réflexivité. Nous l'avons organisé tout au long et à l'issue de nos investigations, par la discussion de nos résultats avec d'autres chercheurs, mais également avec des acteurs des sphères politiques, professionnelles et de la société civile.

Une double perspective d'objectivation par l'évaluation

Les porosités pouvant exister entre ces différents statuts sont fortes et nécessitent pour le chercheur de mettre en place un dispositif de vigilance épistémologique, s'il ne veut pas biaiser ses résultats, confondre information et connaissance scientifique, ou encore se trouver manipulé ou instrumentalisé. Croiser les apports de ces différentes situations d'investigations pour qu'elles participent à un travail de recherche suppose de se construire un cadre méthodologique explicite, avec des questionnements et des hypothèses sans cesse mises à l'épreuve et reformulées. Celles-ci se sont structurées tout au long de ces années de recherches et d'expérimentations en puisant notamment leurs fondements théoriques mais aussi pratiques sur la nature de l'activité de conception dans les travaux d'un courant de chercheurs-praticiens anglo-saxons du *Design Methods Movement* (DMM), proche des Environmental studies (Zetlaoui-Léger, 2013). Dès la fin des années 60, les tenants de ce mouvement appréhendent **l'activité de projet comme une méthode de définition et de résolution de problèmes en donnant une acception stratégique et méthodologique à l'activité de programmation, tout en refusant de verser dans un rationalisme scientifique.** Cette approche m'est apparue particulièrement opératoire pour articuler étroitement production de connaissances «par et sur le projet», grâce à un double travail de «réflexivité» et «d'objectivation»

permettant d'apprécier, la portée respectivement à visée opérationnelle et scientifique des résultats produits. Les travaux de ce courant du DMM invitent à considérer la programmation comme une méthode visant à définir les attendus du projet pour le commanditaire, les futurs utilisateurs, et usagers. Elle est de ce fait également perçue comme un moyen d'organiser les débats entre ces derniers et le concepteur. Le travail de programmation et celui de conception formelle sont bien distingués mais ne sont jamais dissociés. Ils sont par contre sans cesse «objectivés», par une activité de «tests» successifs, permettant aux uns et aux autres d'apprécier la pertinence de leurs propositions. La programmation est également appréhendée comme le support/médium par lequel peuvent être mobilisées et confrontées les connaissances provenant de recherches antérieures et celles issues du contexte de l'opération. Autrement dit, elle contribue à dévoiler la «boîte noire» du processus global de conception.

L'approche de cette activité donne une place prépondérante à l'évaluation comme moyen d'apprécier les conséquences possibles ou effectives de la solution envisagée. Celle-ci est abordée dans une perspective «constructiviste» et non pas normative (Conan, 1998) : les différents acteurs concernés par le projet contribuent à la formalisation d'objectifs, de critères et à l'appréciation des résultats, qui n'est donc pas seulement l'affaire «d'experts patentés». L'évaluation joue un rôle central aussi bien dans la démarche de recherche que dans le travail de projet. Elle met en jeu des objectifs qui sont néanmoins spécifiques à chacun de ces deux contextes. Elle concourt à alimenter un vaste corpus de connaissances interdépendantes sur les processus de projet et ses acteurs, dont la portée générale peut dépasser celle qui était visée dans le cadre de chacun des types d'exercice dans lequel elle est réalisée. La façon dont ces différentes formes de savoirs peuvent être utilisés et s'enrichir mutuellement a été théorisée dans les années 80

par John Zeisel, l'une des figures marquantes du DMM. Nous en avons adapté les principes pour rendre compte de nos propres situations d'exploration de la notion de projet.

Cette approche «constructiviste» et «collaborative» de l'évaluation permet de dépasser des critiques qui ont souvent été adressées aux recherches portant sur les processus de projet, du fait qu'elles se désintéressaient au final de l'objet bâti (Tapie, 2012). L'évaluation menée in itinere et ex-post établit en effet une relation directe entre deux grandes acceptions que recouvre la notion de projet : la démarche et le résultat (Boutinet, 1990). Elle interpelle les différents acteurs concernés à chaque étape du processus, et une fois les espaces réalisés, sur l'adéquation entre d'une part, la qualité des aménagements ou des solutions retenues, et d'autre part, les objectifs de l'opération ou leurs préoccupations.

Reconsidérer la démarche de projet à l'aune de l'impératif participatif

Les différentes investigations que j'ai menées à partir des quatre situations décrites précédemment ont conduit à la production de connaissances sur l'organisation des processus de projet en France, les pratiques et représentations associées à cette notion, la prise en compte des questions d'usages et d'appropriation dans les projets architecturaux et urbains ; les postures politiques et professionnelles vis-à-vis de la participation citoyenne dans les projets urbains. Elles ont plus fondamentalement sans cesse interrogé la nature de l'activité de projet en ce qu'elle met notamment en tension des formulations verbales et des formalisations graphiques, des problèmes à traiter et des solutions, ces différents aspects étant traversés par des enjeux politiques, sociaux, économiques, environnementaux, esthétiques, symboliques, professionnels...

La dimension syncrétique de la notion d'usage a joué un rôle de «révélateur» à cet égard. Elle s'est avérée dans un premier temps, particulièrement

Envisager la place des habitants dans les projets d'urbanisme par la recherche - action : une opportunité pour (re)penser le processus global de conception et son enseignement

Jodelle Zetlaoui-Léger, professeure à l'ENSA Paris La Vilette, LET - Umr Cnrs LAVUE n°7218

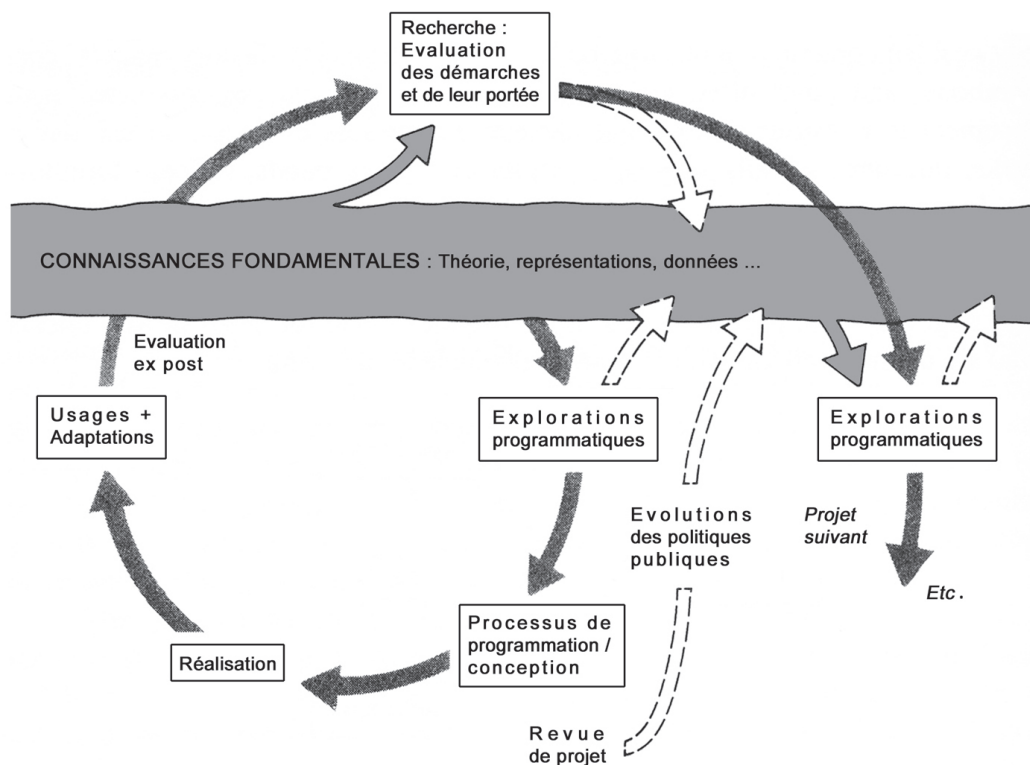


Fig.2. Occasions pour une coopération entre démarches de recherche et de projet dans le cycle du processus global de conception. Adapté de Zeisel (John), *Inquiry By Design : tools for environment behavior research*.

intéressante pour confirmer le manque de pertinence de la dissociation séquentielle entre activité de programmation et de conception.

Affirmer que les problématiques d'usages et de gestion sont présentes tout au long de la définition d'un projet, jusqu'à la mise en service des espaces, avait conduit Michel Conan et Michel Bonetti du CSTB, à proposer à la fin des années 80 une méthode de projet, dite «générative» reposant sur des itérations entre programmation et conception, et sur la mise en place d'un système d'acteurs intégrant les gestionnaires et utilisateurs. Un binôme sociologue-architecte animait le dispositif et réalisait programme et études de conception. Reprenant cette approche définie à l'échelle du bâtiment, les travaux que j'ai engagés avec des collègues chercheurs et praticiens à partir du début des années 2000, ont eu pour objectif d'essayer de l'adapter aux opérations d'urbanisme en l'élargissant aux habitants et usagers des espaces (Dimeglio, 2001 ; Daniel-Lacombe, Zetlaoui-Léger 2013).



Fig.3. Une approche séquentielle, procédurale, et peu participative du processus de projet : une vision encore dominante

Nos premières expériences en situation, bien qu'assez concluantes pour les maîtres d'ouvrage commanditaires et les usagers des espaces aménagés n'eurent, jusqu'en 2008, que très peu d'échos. Nos arguments reposaient non seulement sur des enjeux de meilleure prise en compte des questions d'usages et de gestion, mais aussi de légitimation des processus de décision et de démocratisation de l'action publique. Sur le premier aspect, organismes institutionnels, maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre, espéraient que la fin de la politique des modèles et «l'émulation» entre les concepteurs produiraient la qualité attendue. Sur le second, l'incompréhension était totale, du côté des élus locaux comme des administrations centrales, y compris chez les chercheurs. Les uns en faisaient une question idéologique ou politiquement trop sensible, risquant de mettre en péril leur pouvoir de décision. Les autres considéraient que la participation des habitants était un sujet dépassé ou incompatible avec la culture française.

Au cours des années 2000, la montée en puissance des enjeux de développement urbain dans les politiques publiques à la suite du Grenelle de l'Environnement, va donner une toute autre résonance à nos premières recherches et expérimentations, et permettre leur approfondissement. Le nouveau Ministère de l'Écologie et du Développement Durable lance en effet à partir de 2008 tout un ensemble d'actions encourageant explicitement à des modes de gouvernance urbaine plus participatifs afin de favoriser l'avènement de la «Ville durable». Les programmes de recherches proposés contiennent explicitement une double dimension de production de connaissances et d'aide à la mise en œuvre de nouvelles formes d'actions territoriales. Répondant à l'un d'eux, notre équipe qui associe des laboratoires de l'Institut d'Urbanisme de Paris et de l'ENSA Paris la Villette, propose de mettre en place dans cette perspective un dispositif d'investigation impliquant dès l'amont des chercheurs, des praticiens et des membres de la

société civile, se retrouvant au sein de «forums hybrides». L'objectif est de produire dans un premier temps de la connaissance en la mettant à l'épreuve «d'acteurs de terrain», tout en se donnant la possibilité de préfigurer pour l'avenir, les termes d'une réflexion sur l'évolution des méthodes de projet vers des modes plus participatifs.

Le sujet que nous proposons porte sur la concertation citoyenne dans les premiers projets d'écoquartiers français. Les résultats de cette recherche montrent qu'un nombre significatif de collectivités se sont saisies de leur premier projet d'écoquartier pour apprécier la place que pouvaient y tenir les habitants, en reconsidérant fondamentalement leurs ingénieries de projet (Zetlaoui-Léger, Fenker, Gardesse 2015). Celles-ci se sont trouvées redéfinies en donnant un rôle moteur à la participation citoyenne. Les dispositifs de travail impliquant des membres de la société civile se sont trouvés pleinement intégrés dans le système d'acteurs du projet et directement articulés aux instances de décision. On remarque alors également l'importance prise par l'activité de programmation à toutes les échelles de définition du projet, comme vectrice d'organisation et d'animation de la participation citoyenne à laquelle elle confère (enfin) un véritable objet.

Les expériences de recherches-actions que j'ai menées depuis le milieu des années 90 ont directement alimenté mes pratiques pédagogiques à travers notamment la préoccupation de créer des situations de formation, non seulement interdisciplinaires mais articulant aussi les savoirs et les savoir-faire de la maîtrise d'ouvrage, et de la maîtrise d'œuvre.

Les pratiques pédagogiques dans les départements ou instituts universitaires en urbanisme ont été depuis près de 30 ans axées sur la formation de spécialistes des politiques urbaines et des maîtres d'ouvrage. Dans les écoles d'architecture, elles restent encore essentiellement centrées sur l'exercice de la maîtrise d'œuvre. Les unes et les autres se sont trouvées structurées par des logiques

Envisager la place des habitants dans les projets d'urbanisme par la recherche - action : une opportunité pour (re)penser le processus global de conception et son enseignement

Jodelle Zetlaoui-Léger, professeure à l'ENSA Paris La Vilette, LET - Umr Cnrs LAVUE n°7218

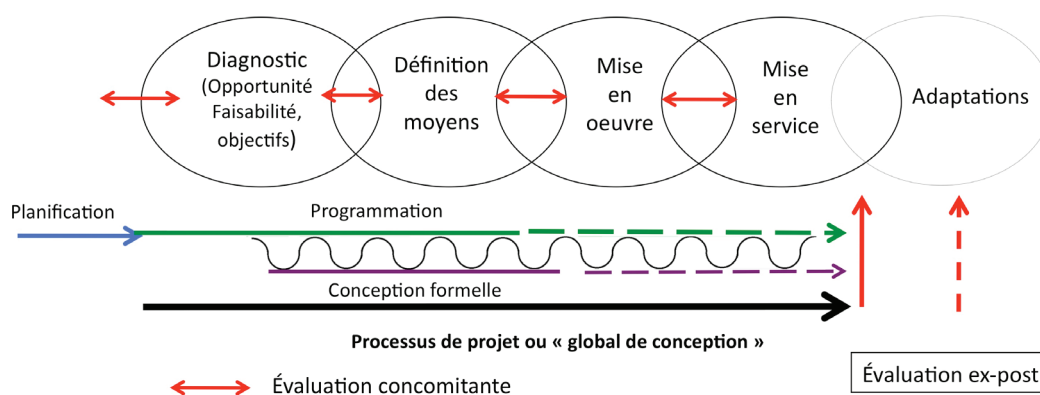


Fig.4. La démarche de projet : un processus itératif et collaboratif à organiser entre formulation des attentes et formalisation des réponses

institutionnelles, professionnelles et procédurales, voire par des attitudes corporatistes prégnantes qui ont eu pour effet :

- de rendre implicite le travail de programmation dans la démarche de projet alors qu'il nécessiterait d'être objectivé,
- ou au contraire, d'entretenir un clivage entre programmation et conception, alors que ces deux activités devraient s'enrichir mutuellement.

Cette situation est de moins en moins tenable dans la pratique comme dans l'enseignement. Les expériences de démarches participatives que nous avons analysées de «l'intérieur» ou comme observatrice distanciée, en apportent la démonstration. **Elles mettent en exergue le caractère transcalaire (Tabouret, 2015) et synchrétique des problématiques d'usages, et plus largement de vie quotidienne, entrées privilégiées des habitants lorsqu'ils sont en situation de véritablement contribuer à l'élaboration des projets.**

Ces expériences montrent également à ce titre, le rôle que peut avoir une acception renouvelée de la programmation, comme activité permettant d'identifier les attentes des différents acteurs en termes d'activités et d'usages, et en définitive d'organiser un dialogue constructif entre maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre, en y associant les utilisateurs et usagers finaux. Réciproquement, la portée d'une exploration programmatique se trouve aussi renforcée et plus pertinente lorsqu'elle est étroitement articulée à des explorations perceptives et formelles auxquelles engage une réflexion en terme de conception. La programmation apparaît ainsi, dans une acception renouvelée, comme une méthode pouvant contribuer à dépasser les tensions disciplinaires qui existent encore, aussi bien dans les sphères professionnelles qu'académiques.

Bibliographie

BOUTINET (Jean-Pierre) - *Anthropologie du projet*, 1990, 2e ed. Paris : Presses universitaires de France, Coll. Quadrige, 2015.

CONAN (Michel) - *L'évaluation constructive. Théorie, principes et éléments de méthode*. Éditions de l'Aube, Décembre 1998,

DANIEL-LACOMBE (Éric), ZETLAOUI-LEGER (Jodelle) – «Vers des dynamiques de coproduction et une hybridation des savoirs dans les projets d'urbanisme ? Évaluation réflexive d'un dispositif d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage», in *Savoirs citoyens et*

démocratie participative dans la question urbaine, (dir. A. Deboulet, H. Nez) éditions des Presses Universitaires de Rennes, 2013, pp. 51-61.

DIMEGLIO (Pierre) - «Pour la programmation générative et participative des projets urbains. Le cas de l'Île-St-Denis», in *Urbanisme* n°320, 2001, pp. 26-31

LIU (Michel), «Vers une épistémologie de la recherche-action», in *La Recherche Action, Revue Internationale de Systémique*, Paris : Dunod, volume 6, n°4, 1992. pp. 435-454.

TABOURET (René) - «Villes, Territoires, Paysages en devenirs, une responsabilité particulière», in *Ville, territoire, paysage : vers un nouveau cycle de pensée du projet*, GUILLOT (Xavier), dir., Presses Universitaires de St-Etienne, 2016.

SÉGUIN (Michel), TREMBLAY (François) «La recherche participative et l'écocitoyenneté», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 18, n° 1, 2005, p. 117-130. <http://id.erudit.org/iderudit/012200ar>

TAPIE (Guy) - «Théories de la fabrication des espaces», in *Trajectoires doctorales, Cahiers de la Recherche architecturale et urbaine*, n°26/27, BRAUP, pp. 172-181.

ZEISEL (John) - *Inquiry by Design : tools for environment behavior research*, Cambridge University Press, 1984.

ZETLAOUI-LEGER (Jodelle), FENKER (Michael), GARDESSE (Camille), «La participation citoyenne dans les projets d'écoquartiers en France : quels «leviers d'expérimentation» ?», in MERMET, L.; SALLES, D. (dir.), *Environnement, la concertation apprivoisée, contestée, dépassée ?* Bruxelles : Éditions De Boeck, 2015, pp. 209-231.

ZETLAOUI-LEGER (Jodelle) – «Redécouvrir les travaux du Design Methods Movement» in *Les Cahiers de la Recherche Architecturale et Urbaine*, Éditions du Patrimoine – Centre des Monuments Nationaux, n° 28, septembre 2013, pp. 57-70.